Un imperialisme suisse? : introduction = Gibt es einen schweizerischen Imperialsimus? : zur Einführung

Autor(en): **David, Thomas / Etemad, Bouda**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **5 (1998)**

Heft 2

PDF erstellt am: **27.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-15246

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

UN IMPERIALISME SUISSE?

INTRODUCTION

Cette introduction n'en est pas vraiment une, en ce sens qu'elle ne s'articule pas étroitement avec les articles réunis dans ce numéro spécial consacré à l'histoire des relations de la Suisse avec l'outremer. Cette introduction n'est pas non plus un manifeste qui exprimerait le credo de ceux qui l'ont rédigée. C'est plutôt une réflexion sur un problème d'histoire, celui de l'impérialisme suisse. A des degrés divers, avec plus ou moins d'insistance, cette question apparaît certes dans les textes qui suivent. Mais de manière trop éclatée. Alors, plutôt que de la laisser nous échapper, nous avons voulu la saisir à bras le corps. Il n'est pas dit que nous ayons pleinement réussi dans cette tâche. Tout au moins valait-il la peine d'essayer.

Deux générations de chercheurs, pour la plupart des historiens, ont tenté de répondre aux questions suivantes: Y a-t-il un impérialisme suisse? Dans l'affirmative, quelle est sa nature et à partir de quand apparaît-il? Le débat qui s'est alors engagé sur l'existence d'un impérialisme suisse – débat alimenté par des études au nombre réduit et aux approches variées – a montré qu'il n'y a pas de réponses péremptoires à ces questions.[1]

Nous ferons le point sur ce débat, avec le parti pris de nous intéresser uniquement aux relations de la Suisse avec le Sud lointain.[2] Nous aimerions pourtant aller au-delà d'un simple état de la question. Notre ambition est de mettre en perspective, à travers un essai de typologie sommaire, la question de l'impérialisme suisse. Le comparatisme permettrait peut-être de voir d'un œil neuf le cas helvétique.

Pour pratiquer le comparatisme, il faut d'abord s'entendre sur le vocabulaire. Or, le concept d'impérialisme ne se laisse pas facilement définir. Le mot «impérialisme» apparaît, on le sait, au milieu du XIXe siècle pour définir des rapports inégaux qui s'instaurent entre entités riches, puissantes et entités pauvres, faibles. Plus précisément, à partir des années 1870–1880, la révolution des transports (chemins de fer, navires à vapeur) et des communications (télégraphe), l'expansion des échanges commerciaux, la circulation plus rapide et plus importante des hommes et des capitaux transforment profondément les rapports entre les Etats et les sociétés du monde entier. C'est à partir de ce moment que les écarts de développement, c'est-à-dire les inégalités de revenu réel par habitant, se creusent dramatiquement entre les grandes régions. Avant les années

1870–1880, les écarts de développement entre les pays de l'actuel Tiers Monde et les nations actuellement industrialisées sont remarquablement faibles, comparés à ceux enregistrés par la suite. Pour qui sait que jusqu'aux années 1860 le processus d'industrialisation reste lent et circonscrit à un nombre très limité de pays occidentaux, les faibles écarts d'avant 1880 n'ont rien de surprenant.
Le formidable élargissement des relations internationales dans le dernier tiers du XIXe siècle – mettant en contact, à tous les niveaux, populations en voie de s'enrichir et populations en voie d'appauvrissement, Etats forts et Etats faibles, grandes puissances et petites puissances – génère des rapports inégaux. Pour dépeindre ces relations structurellement asymétriques, le mot d'impérialisme s'est imposé. C'est un mot commode mais vague, car il a le tort de recouvrir des réalités diverses. Son sens peut fortement varier selon les situations et les moments. Aujourd'hui, il est admis qu'il n'existe pas un impérialisme, mais des exemples d'impérialisme dont il faut dégager les traits spécifiques. Retenons en tout cas que l'impérialisme se distingue du simple expansionnisme en ce sens qu'il suppose certaines formes de contrôle et de domination.
En quoi tout ceci concerne la Suisse? Elle n'est pas un Etat fort, ni une grande puissance. Elle n'a pas la puissance militaire pour imposer sa «supériorité» à un autre Etat. Pas plus qu'elle n'a d'ouverture sur la mer pour figurer parmi les petits pays européens (Portugal, Pays-Bas, Belgique) qui «disposent» de colonies en Asie, en Afrique ou dans les Caraïbes. Etant entendu qu'il existe des impérialismes sans support colonial, la Suisse détient pourtant un atout primordial. Elle dispose de la «richesse relative, c'est-à-dire la possibilité économique et financière d'imposer à autrui ses intérêts propres».[3]
Car il apparaît qu'en l'absence de moyens économiques, il n'y a pas de réelle politique impérialiste, bien qu'il existe des ambitions impériales dues à d'autres causes (nationalisme, intérêts stratégiques et diplomatiques, souci de prestige, désir de puissance). Même si comme nous le dirons plus loin, la politique de neutralité et la diplomatie humanitaire peuvent être considérées comme d'autres «atouts» pour la Suisse, la question est de savoir si elle a utilisé son avantage économique à des fins de domination. Et si oui, à partir de quand. Faut-il faire remonter les éventuelles visées impérialistes de la Confédération helvétique – ou plus précisément des Cantons suisses – au XVIIIe siècle?

L'INTERNATIONALE HUGUENOTE

Ce n'est, en effet, qu'à partir du XVIIIe siècle que les relations entre la Suisse et les pays extra-européens deviennent «significatives». Auparavant, elles n'ont qu'un caractère épisodique. La Révocation de l'Edit de Nantes, en 1685, a rejeté

en Suisse quantité de négociants huguenots, qui vont désormais mener leurs affaires depuis ce pays. Grâce aux liens qu'ils entretiennent avec les milieux d'affaires hollandais, anglais et français, ces marchands vont occuper une place importante dans l'essor du grand négoce international au XVIIIe siècle. Cette Internationale huguenote, pour reprendre l'expression de l'historien Herbert Lüthy, s'intéresse à toutes les affaires possibles, même si elle est plus particulièrement présente dans deux champs d'activités étroitement liés: la banque et le grand commerce.[4] Les capitalistes genevois surtout, mais aussi neuchâtelois, bâlois ou zurichois placent ainsi leurs capitaux dans les entreprises commerciales, dans les armements et les expéditions au long cours, et ce sous des formes extrêmement variées (voir l'article de Hugues Scheurer).

L'Internationale huguenote, dont Genève et Paris forment les deux épicentres, rayonne dans toutes les régions connues du globe. Le commerce avec les deux Indes est le plus lucratif et celui qui mobilise le plus de capitaux. Il n'est donc pas étonnant de trouver actifs dans le commerce avec les Antilles des négociants suisses, dont certains possèdent et exploitent des plantations. Quelques-unes de ces maisons de négoce participent également à la traite des noirs. Les marchands helvétiques sont également très présents dans le commerce avec l'Inde et la Chine. Là, ils détiennent des actions dans les différentes Compagnies, anglaise, danoise ou hollandaise, qui jouissent de monopoles de commerce dans ces régions. En France, après la suspension du privilège de la Compagnie des Indes (1791), ce sont les milieux d'affaires parisiens et genevois qui mènent les jeux financiers où s'imbriquent les intérêts de la banque, de l'indiennage et du commerce de luxe.

Cependant, d'une façon générale, à la fin du XVIIIe siècle, cet «âge d'or» prendra fin. Les capitalistes genevois seront entraînés, durant les premières années de la Révolution, dans la débâcle financière française.

1820–1914: L'EXPANSION COMMERCIALE ET L'EMERGENCE DE LA PLACE FINANCIERE HELVETIQUE

La période napoléonienne et l'extension de la Révolution industrielle sur le Continent constituent une première rupture et vont modifier la physionomie de l'expansion helvétique dont la caractéristique au XVIIIe siècle, le couple banque-commerce, va quelque peu se dissocier.

Au lendemain du Traité de Vienne, la plupart des Etats européens adoptent une politique protectionniste pour se prémunir contre la concurrence étrangère, avant tout britannique. Les grands marchés du Vieux Continent se ferment aux produits suisses les uns après les autres. Contraints, les marchands helvétiques

tournent désormais leur regard vers les pays extra-européens. Avec réussite, puisque vers 1845 les deux Amériques absorbent entre 40 et 50 pour cent des exportations totales de la Suisse, tandis que le débouché asiatique, y compris le Moyen-Orient, représente 15 à 20 pour cent de celles-ci. A cet égard, il semble que l'intensité des relations de la Suisse avec les deux Amériques ait en grande partie résulté du fait migratoire.

Par la suite, la part du monde extra-européen comme débouché des exportations helvétiques diminuera, sans que l'on sache si cette évolution coïncide vraiment avec une augmentation des exportations à destination de l'Europe ou si elle n'occulte pas plutôt l'emprise croissante des intermédiaires étrangers. Il faut relever que cette large ouverture vers les marchés d'outre-mer durant la première moitié du XIXe siècle a coïncidé, en Suisse, avec les phases cruciales du démarrage économique: la Suisse est probablement le seul pays du monde développé à avoir réussi sa révolution industrielle en s'appuyant sur des débouchés lointains.

Autre conséquence de l'expansion du commerce d'outre-mer: on assiste durant cette période à une «démocratisation du commerce à longue distance».[5] L'émergence de petites et moyennes entreprises dans le négoce international modifie à son tour les formes de l'expansion helvétique. Au fabricant-voyageur engagé dans la vente directe succèdent au XIXe siècle des marchands-commissionnaires, qui servent d'intermédiaires entre les industriels helvétiques et les clientèles d'outre-mer.

Dans le même temps, le système bancaire connaît en Suisse d'importantes mutations. Au début du XIXe siècle, les caisses d'épargne apparaissent sous le régime de l'élite libérale paternaliste. Puis, après la création de l'Etat fédéral et conjointement à la construction du réseau ferroviaire, les banques modernes du type crédit mobilier prennent leur essor.[6] Cependant, durant cette période qui s'étend jusque vers 1860–1870, les capitaux suisses ne se tournent que de manière épisodique vers les territoires d'outre-mer (Claude Lützelschwab, dans son article, analyse l'un de ces rares exemples).

Dans le dernier quart du XIXe siècle, de nouvelles sociétés, spécialisées dans le financement d'entreprises, apparaissent en Suisse. Ces sociétés financières, souvent créées par les grandes banques suisses et étrangères, joueront un rôle non négligeable dans les luttes impérialistes qui déchirent l'Europe jusqu'à la Première Guerre mondiale. Cependant, les capitaux helvétiques, dans le cadre de ces sociétés, restent liés, voire sont inféodés aux intérêts étrangers. Aussi ne profitent-ils que dans des cas particuliers aux intérêts des industries d'exportation helvétiques. L'exemple des entreprises suisses engagées dans le développement de l'infrastructure urbaine (tramways, électricité) de l'Amérique latine à la fin du XIXe siècle est bien connu. Ces entreprises sont financées par des

banques helvétiques et soutenues notamment par l'industrie des machines suisse. Pourtant, le concept d'impérialisme ne semble pas s'appliquer à l'expansionnisme en outre-mer de la Suisse du XIXe siècle.

Les termes qui fleurissent sous la plume des historiens (impérialisme secondaire, empire occulte, colonialisme oblique, colonialisme feutré) expriment plutôt des avancées commerciales de la Suisse en outre-mer. Nous serions tentés de donner raison ici à Behrendt, le premier auteur à avoir posé au début des années 1930 la question de l'impérialisme et de la Suisse.[7] Selon lui, jusqu'au début du XXe siècle, la Suisse, malgré son haut niveau d'industrialisation et sa croissance économique rapide, se singularise par un appareil d'Etat faible, par une politique extérieure effacée et donc par une incapacité à se doter d'instruments de pression pour influer sur les structures socio-économiques des régions d'outre-mer. Tout au plus, toujours selon Behrendt, les Suisses auraient réussi à se glisser dans les traces de l'impérialisme des autres. Autrement dit, à se faire une place au soleil des tropiques en restant à l'ombre des grandes puissances. Plutôt que d'impérialisme, il faudrait donc parler d'opportunisme mercantile ou d'un expansionnisme économique au profil bas.

APRES 1914: LA MISE EN PLACE D'UN IMPERIALISME SUISSE

La Première Guerre mondiale marque dans cette perspective une étape très importante. D'une part, la place financière helvétique se délivre de la domination exercée par la finance française. D'autre part, la défaite de la Triple alliance permet aux capitalistes suisses de s'autonomiser vis-à-vis de l'Allemagne dans un certain nombre de secteurs: ainsi, dans le domaine des assurances, les Suisses conquièrent le marché domestique et pénètrent celui de leur voisin germanique. De même, certaines sociétés financières, dominées jusqu'alors par les Allemands, passent en mains helvétiques. La Suisse accède au statut de place financière internationale.

Cette évolution ne sera pas sans répercussions sur les relations entre la Suisse et les pays extra-européens. Désormais, les intérêts financiers jouent un rôle important dans la définition de la politique vis-à-vis des pays du dit Tiers Monde. En outre, on assiste dans plusieurs industries d'exportation à une collaboration plus étroite, par le biais des sociétés financières, entre les banques et les entreprises industrielles helvétiques. Cette stratégie permettra par exemple à l'industrie électromécanique de consolider les niches déjà acquises, en particulier en Amérique latine. Cette alliance ne constitue cependant pas un bloc monolithique. Des divergences d'intérêts entre banques et industries d'exportation apparaissent parfois dans le cadre des relations entre la Suisse et les pays

extra-européens. Ces contradictions ne doivent cependant pas occulter l'existence d'un fort capital financier – ou du moins «d'un degré élevé d'homogénéité entre les intérêts bancaires et industriels»[8] – dont la politique d'expansion débouche à partir de la Première Guerre mondiale sur un véritable impérialisme suisse.

Les milieux d'affaires suisses, issus d'un pays qui par sa taille est un nain politique sur la scène internationale, recherchent la collaboration des grandes puissances en prônant l'internationalisme du capital. Dans l'Amérique latine de l'entre-deux-guerres, les investisseurs suisses ne parviennent pas à résoudre seuls les problèmes nés de la conjoncture chaotique des années 1920 et 1930. La question notamment du rapatriement des intérêts et des amortissements bloqués par des Etats latino-américains ayant tourné le dos au libre-échangisme préoccupe particulièrement les financiers helvétiques. Ils ne parviendront à sauvegarder leurs intérêts par exemple en Argentine (accord de 1934) et au Chili (accord de 1948) qu'en s'alliant sur place aux créanciers britanniques et américains, soutenus par leur puissant Etat respectif.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'expansion économique de la Suisse dans les pays d'outre-mer semble prendre différentes formes. Dans un premier temps, ce sont les échanges commerciaux qui reprennent. A cet égard, les marchés du Tiers Monde constituent un débouché important pour les exportations helvétiques. Depuis les années 1950, le niveau des exportations par habitant de la Suisse vers le Tiers Monde surpasse celui de tous les pays industrialisées, même de ceux qui possédaient des empires coloniaux.

Dans un deuxième temps, la Suisse exporte ses capitaux également vers l'outre-mer. Depuis la seconde moitié du XIXe siècle, les entreprises suisses ont procédé à de nombreux investissements directs à l'étranger (forme dominante de ses exportations de capitaux), mais surtout dans les pays développés. Il semble toutefois qu'il faille attendre les années 1950–1960 pour que les multinationales helvétiques implantent des unités de production dans les pays du Tiers Monde. Ces grandes firmes poursuivent ainsi un mouvement amorcé dès l'entre-deux-guerres au Brésil et au Mexique dans le secteur alimentaire essentiellement – pour faire face à la montée du protectionnisme – puis dans l'industrie chimique et pharmaceutique dans les années 1940–1950.

Parallèlement, des changements interviennent dans la nature et le type de l'émigration suisse. Les placements de capitaux vont souvent de pair avec l'exportation d'hommes. Ainsi, au XVIIIe siècle, les marchands suisses essaiment dans les ports d'Europe et de la non-Europe. Au siècle suivant, un nouveau phénomène migratoire émerge: l'émigration de masse – majoritairement paysanne – qui trouve ses causes dans le paupérisme et les transformations de l'économie suisse au XIXe siècle. Des colonies helvétiques sont fondées outre-mer, comme Nova Friburgo au Brésil. La décennie 1890 voit s'inverser le solde

migratoire désormais positif, sonnant le glas de cette émigration de masse. Dès lors, en particulier après la Deuxième Guerre mondiale, apparaît l'ingénieur ou le manager, nouveau type d'émigrant, sans liens avec le marchand-commissionnaire du siècle passé (voir les contributions de Stefan Karlen et Hans Werner Tobler, ainsi que celle de Nadia Lamamra). Dans la foulée de la mise en place, à partir des années 1950, de ce qui deviendra la coopération suisse au développement, on assiste à l'envoi de missions d'experts dans les pays du Tiers Monde, dans un but d'assistance technique et économique.

LA POLITIQUE DE NEUTRALITE ET LA DIPLOMATIE HUMANITAIRE

A ce titre, il convient de souligner la convergence d'intérêts qui s'établit progressivement entre économie et humanitaire, et ce tout particulièrement au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Aussi, avant de tenter de confronter l'impérialisme suisse à d'autres exemples d'impérialisme, attardons-nous sur les connivences entre flux économiques et chemins empruntés par la diplomatie humanitaire de la Confédération, champ d'étude malheureusement encore trop largement délaissé par les historiens.

Parmi les liens entre dimension économique et dimension humanitaire, mentionnons tout d'abord le mouvement missionnaire – et ses efforts de conversion des non chrétiens à la chrétienté et à l'humanisme – auquel la Suisse n'a pas échappé. Cette pénétration, qu'Andrew Porter appelle *imperial mission,*[9] cache, derrière un certain esprit de compétition entre les deux confessions, protestante et catholique, bien des avantages commerciaux et vient s'imbriquer sur les réseaux marchands et bancaires. Toutefois, et ce n'est pas là un des moindres paradoxes, ces missions agissent parfois moins comme véhicule de l'impérialisme suisse que, du fait de leurs activités dans des territoires colonisés, comme instrument de la puissance impériale dans sa politique «de pacification ou d'éducation» (voir à cet égard la contribution de Paul Jenkins sur les activités de la Mission de Bâle en Inde; pour les «politiques missionnaires» catholiques, voir l'article de Michela Trisconi). Il convient de relever que les fondateurs du Comité International de la Croix-Rouge (CICR) ont également eu tendance à concilier philanthropie et colonialisme (voir la contribution d'Albert Wirz).

A cet égard, la Croix-Rouge constitue sans aucun doute un champ d'étude privilégié pour analyser les relations entre activités humanitaires, politique de neutralité et intérêts économiques de la Suisse. Le CICR a en effet été créé et s'est développé en contact étroit et permanent avec la Confédération. Depuis 1864 la Suisse, dépositaire des Conventions de Genève et de leurs Protocoles

additionnels, organise les conférences diplomatiques poursuivant l'élaboration du droit international humanitaire, au point que la neutralité du CICR sera progressivement confondue avec celle de la Confédération.
Si cette proximité a profité aux deux parties, il semble que la Suisse en soit le principal bénéficiaire. Pour cette dernière, les dividendes de l'action humanitaire sont de l'ordre de l'immatériel: prestige moral et réputation internationale. Or, on peut se demander dans quelle mesure ce «capital symbolique» – pour reprendre l'expression d'Albert Wirz – n'a pas ouvert à la Suisse de nouveaux marchés dans les pays extra-européens, faisant ainsi fructifier son capital économique.[10] L'apport du CICR ne se limite cependant pas à cette dimension symbolique. Sans compter les cadres formés par cette institution qui s'en vont rejoindre les milieux de l'économie ou les rangs de l'administration de la Confédération, les commandes de la Croix-Rouge se montent à 280 millions de francs par an. Enfin, que conclure de la présence de membres du CICR dans le conseil d'administration de grandes entreprises helvétiques?[11]
L'interdépendance du champ humanitaire et de la sphère économique ne doit cependant pas nous faire perdre de vue les conflits d'intérêt qui peuvent surgir entre ces deux pôles d'activité. Ces divergences apparaissent ainsi occasionnellement dans le cadre de l'aide au développement de la Confédération helvétique. En effet, les objectifs de la Direction du Développement et de la Coopération ne concordent pas toujours avec les intérêts économiques privés; en ces occasions, le gouvernement suisse a souvent tendance à trancher en faveur de ces derniers (voir l'interview de Jean-François Giovannini).
Dans ses relations avec les pays extra-européens, la Suisse semble ainsi disposer d'atouts non négligeables: la richesse relative, le prestige de la neutralité – même si celle-ci est à géométrie variable – et le label humanitaire. C'est sans doute l'un des principaux apports de ce numéro que d'avoir tenté d'aborder la question de l'impérialisme suisse dans sa dimension plurielle.

ESQUISSE DE TYPOLOGIE ET ESSAI DE COMPARAISON

Au-delà de ces spécificités, à quelles expériences de domination (formelle et/ou informelle) pourrait être comparé l'impérialisme suisse? A coup sûr pas à l'«impérialisme du pauvre» du Portugal, de l'Italie ou de la Russie tsariste, pays qui n'ont pas un niveau de développement économique suffisant pour imposer une réelle domination sur leurs colonies ou leurs sphères d'influence. Ni à l'impérialisme français centré sur un empire colonial qui dès avant la Première Guerre mondiale devient un champ privilégié du capitalisme hexagonal, mais en «en circuit fermé» c'est-à-dire à l'abri d'une protection douanière.

L'impérialisme suisse ressemblerait plutôt à l'impérialisme plus «avancé» du Royaume-Uni ou des Etats-Unis, deux pays qui utilisent les mêmes techniques de domination. La première de ces techniques consiste à employer l'arme de la «richesse relative»: avec l'aide de l'Etat, les entreprises privées usent de leur avance technologique et organisationnelle pour exploiter les richesses des régions d'outre-mer. Au besoin, elles s'associent en monopoles ou cartels pour former l'internationalisme du capital. La seconde technique de domination repose sur la puissance du marché financier. C'est un aspect fondamental et de l'impérialisme anglo-saxon et de l'impérialisme suisse. On relèvera au passage que le Royaume-Uni, les Etats-Unis et la Suisse appartiennent par leur niveau d'industrialisation et leur revenu par habitant au camp des nations «hautement capitalistes». Autre trait commun à ces trois pays: leur attachement sur les marchés proches ou lointains à l'idéal du *fair trade,* puis au principe de la «porte ouverte» au nom du libéralisme économique.

La comparaison avec l'impérialisme allemand est plus délicate à faire. D'un côté, il y a bien cette alliance typique entre capital financier et industriels allemands pour s'ouvrir des débouchés en Amérique latine, en Asie et en Afrique et exercer des pressions sur les pouvoirs en place pour leur arracher des commandes. D'un autre côté, le caractère nationaliste de l'impérialisme colonial allemand, conçu pour désamorcer des crises politiques et sociales internes, éloigne ce cas de l'expérience helvétique.

Risquons un dernier parallèle. Avec la Belgique, pays qui par sa taille peut être classé comme la Suisse dans le groupe des petits pays européens dont le démarrage industriel est précoce, dont l'économie est largement tournée vers les marchés extérieurs et le niveau de vie relativement élevé. L'impérialisme colonial belge au Congo joue sur un air dont la partition est connue de la Suisse. Depuis la fin du XIXe siècle, et surtout à partir des années 1920, l'exploitation des richesses, notamment minières, du Congo est assurée par de grands groupes industriels et financiers belges, soutenus par Bruxelles. C'est dans ce contexte familier que la Suisse s'impose après la Deuxième Guerre mondiale comme un partenaire financier incontournable de la Belgique puis de sa colonie, les milieux bancaires helvétiques réussissant par ce biais à s'installer au cœur du système colonial belge.[12] Cet ultime exemple est révélateur, selon nous, d'un impérialisme suisse en voie de maturation.

Thomas David et Bouda Etemad

Notes

1 Thomas David, Bouda Etemad, «L'expansion économique de la Suisse en outre-mer (XIXe–XXe siècles): un état de la question», *Revue Suisse d'Histoire* 46 (1996), 226–231.
2 Nous avons délibérement exclu de notre champ d'étude les tentatives de domination économique et politique de marchands et de banquiers suisses sur le continent européen. Sur l'une de ces tentatives voir Lorenzo Zichichi, *Il colonialismo felpato. Gli svizzeri alla conquista del Regno delle due Sicilie (1800–1848),* Palermo 1988.
3 René Girault, «Les impérialismes de la première moitié du XXe siècle», *Relations internationales* 7 (1976), 196.
4 Herbert Lüthy, *La Banque Protestante en France de la Révocation de l'Edit de Nantes à la Révolution,* 2 vol., Paris 1961.
5 Béatrice Veyrassat, *Réseaux d'affaires internationaux, émigrations et exportations en Amérique latine au XIXe siècle. Le commerce suisse aux Amériques,* Genève 1993.
6 Hans Ulrich Jost, «Banques et culture politique. Histoire d'une inféodation», *Page 2* 11 (1997), 24.
7 Richard Behrendt, *Die Schweiz und der Imperialismus. Die Volkswirtschaft des hochkapitalistischen Kleinstaates im Zeitalter des politischen und ökonomischen Nationalismus,* Leipzig 1932.
8 Sébastien Guex, *La politique monétaire et financière de la Confédération suisse 1900–1920,* Lausanne 1993, 428.
9 Andrew Porter, *European Imperialism, 1860–1914,* London 1994.
10 Sur les liens entre capital symbolique et capital économique, voir Pierre Bourdieu, *Le sens pratique,* Paris 1980, 191–231.
11 Max Huber fut ainsi membre du CICR à partir de 1923 et en sera même le président durant la Seconde Guerre mondiale, tout en siégeant au Conseil d'administration de l'Aluminium Industrie AG Neuhausen entre 1919 et 1939.
12 Lyonel Kaufmann, «Guillaume Tell au Congo. L'expansion suisse au Congo belge (1930–1960)», in Bouda Etemad et Thomas David (ed.), La Suisse sur la ligne bleue de l'Outre-mer, *Les Annuelles no 5,* Lausanne 1994, 43–94.

GIBT ES EINEN SCHWEIZERISCHEN IMPERIALISMUS?

ZUR EINFÜHRUNG

Dies ist nicht wirklich eine Einleitung, die sich direkt einfügen würde in die Beiträge des vorliegenden Schwerpunktes zur Geschichte der Beziehungen der Schweiz mit Übersee, – sie ist auch kein Manifest, welches das Kredo der beiden Autoren zum Ausdruck bringen würde. Der folgende Text will vielmehr eine Reflexion über ein historiographisches Problem sein – das eines schweizerischen Imperialismus. Die Frage wird natürlich in den hier versammelten Beiträgen aufgenommen, – in unterschiedlichem Ausmass, mehr oder minder insistierend. Doch bleibt die Fragestellung, so scheint uns, zu disparat und zu wenig konkretisiert. Ehe sie uns also ganz entwischt, wagen wir hier den Versuch, den Stier bei den Hörnern zu packen. Das heisst natürlich noch lange nicht, dass wir die Aufgabe mit vollem Erfolg bewältigt haben, – den Versuch war es allemal wert.

Zwei Generationen Forschender, zumeist Historiker, haben versucht, folgende Fragen zu beantworten: Gibt es einen schweizerischen Imperialismus? Falls ja, in welcher Art, und seit wann tritt er in Erscheinung? Die in der Folge stattgehabte Diskussion über die Existenz eines schweizerischen Imperialismus – basierend auf einer begrenzten Zahl von Untersuchungen mit unterschiedlichen Zugängen – hat gezeigt, dass es auf diese Fragen keine kategorischen Antworten gibt.[1]

Wir gehen auf den Stand dieser Debatte ein, beschränken uns dabei jedoch auf die Beziehungen der Schweiz mit dem aussereuropäischen Süden.[2] Wir möchten indes über eine simple Bestandsaufnahme hinausgehen. Unser Ziel ist es zu umreissen, was schweizerischer Imperialismus bedeuten könnte, und zwar mit Hilfe eines summarischen Typologisierungsversuchs. Vergleichende Forschung wird möglicherweise den helvetischen Fall in neuem Licht erscheinen lassen.

Um vergleichen zu können, braucht es zunächst eine Verständigung über die Terminologie. Der Begriff Imperialismus lässt sich jedoch nicht leicht definieren. Imperialismus erschien als Wort bekanntlich Mitte des 19. Jahrhunderts zur Bezeichnung ungleicher Beziehungen zwischen Reichen und Mächtigen einerseits, Armen und Schwachen andererseits. Präziser gesagt war es

die Revolution der Transport- und Kommunikationsmöglichkeiten (Eisenbahn, Dampfschiff, Telegraph), die Ausdehnung des Handels, die beschleunigte Mobilität von Menschen und Kapital, welche seit den 1870er Jahren die Beziehungen zwischen Staat und Gesellschaft weltweit tiefgehend transformierten. Seit diesem Zeitpunkt verschärften sich die Diskrepanzen in der Entwicklung, das heisst konkret die Ungleichheiten des Pro-Kopf-Einkommens, zwischen den verschiedenen Regionen drastisch. Vor dem Jahrzehnt 1870/1880 waren die Entwicklungsunterschiede zwischen den Ländern, die heute zur sogenannten Dritten Welt zählen, und den industrialisierten Ländern, verglichen mit den späteren Zahlen, bemerkenswert gering. Wenn man weiss, dass die Industrialisierung bis in die 1860er Jahre relativ langsam verlief und auf eine sehr begrenzte Zahl westlicher Länder beschränkt blieb, überraschen die schwachen Unterschiede vor 1880 kaum.

Die enorme Ausweitung der internationalen Beziehungen im letzten Drittel des 19. Jahrhunderts erzeugte Ungleichheit: indem auf verschiedensten Ebenen sich bereichernde Bevölkerungen mit verarmenden in Kontakt gebracht wurden, starke mit schwachen Staaten, grosse mit kleinen Mächten. Um diese Art strukturell ungleicher Beziehungen zu fassen, hat sich der Begriff Imperialismus durchgesetzt. Es ist ein praktischer, aber auch sehr vager Begriff, denn er weist den Mangel auf, höchst unterschiedliche Realitäten zu überdecken. Seine Bedeutung kann je nach Situation und Zeitpunkt stark abweichen. Es gilt heute als unbestrittene Tatsache, dass es nicht einen Imperialismus gibt, sondern Spielarten von Imperialismus, deren Spezifität herausgearbeitet werden muss. Festzuhalten ist jedenfalls, dass sich Imperialismus von blossem Expansionismus in dem Sinne unterscheidet, dass er bestimmte Formen von Kontrolle und Herrschaft voraussetzt.

Inwiefern betrifft dies alles die Schweiz? Sie ist kein starker Staat, noch eine Grossmacht. Sie verfügt nicht über die militärischen Mittel, einem anderen Staat ihre «Superiorität» aufzuzwingen. Auch hat sie keinen Zugang zum Meer, um unter jenen kleinen europäischen Ländern (Portugal, Niederlande, Belgien) zu figurieren, welche über Kolonien in Asien, Afrika oder der Karibik «verfügen». Ist man jedoch der Meinung, dass es auch Imperialismus ohne koloniale Stützpunkte gibt, so hat die Schweiz sehr wohl einen wesentlichen «Trumpf» in der Hand: Sie verfügt über «relativen Reichtum, das heisst die wirtschaftliche und finanzielle Möglichkeit, anderen ihre eigenen Interessen aufzuzwingen».[3]

Denn es scheint, dass ohne ökonomische Mittel keine tatsächlich imperialistische Politik möglich ist, obwohl es Herrschaftsambitionen aus anderen Gründen gibt (Nationalismus, strategische und diplomatische Interessen, Prestigebedürfnisse, Machtgelüste). Selbst wenn, wie wir weiter unten zeigen werden, die Neutralitätspolitik und die humanitäre Diplomatie als andere «Trümpfe»

der Schweiz bezeichnet werden können, bleibt die Frage, ob sie ihren wirtschaftlichen Vorsprung mit dem Ziel der Herrschaftsausübung eingesetzt hat. Und falls ja, seit wann. Muss man die eventuellen imperialistischen Absichten der Eidgenossenschaft – oder genauer der schweizerischen Kantone – bis ins 18. Jahrhundert zurückverfolgen?

DIE «INTERNATIONALE HUGUENOTE»

In der Tat werden die Beziehungen zwischen der Schweiz und aussereuropäischen Ländern erst seit dem 18. Jahrhundert «signifikant». Zuvor hatten sie einen nur episodischen Charakter. Der Widerruf des Ediktes von Nantes, 1685, hatte zahlreiche hugenottische Kaufleute in die Schweiz vertrieben, von wo aus sie in der Folge ihre Geschäfte betrieben. Dank den Verbindungen, welche sie mit holländischen, englischen und französischen Handelskreisen unterhielten, sollten diese Kaufleute im Aufstieg des internationalen Grosshandels einen bedeutenden Platz einnehmen. Diese «Internationale huguenote», um einen Ausdruck Herbert Lüthys zu verwenden, interessierte sich für alle möglichen Geschäfte, wenngleich sie ihr Standbein insbesondere in zwei, eng ineinander verflochtenen, Tätigkeitsbereichen hatte: Banken und Grosshandel.[4] Es waren vor allem die Genfer Financiers, aber auch die Neuenburger, Basler und Zürcher, welche ihr Kapital in Handelsunternehmungen, in der Aufrüstung und im Fernhandel plazierten, und zwar in höchst unterschiedlicher Art und Weise (vgl. den Beitrag von Hugues Scheurer).

Die «Internationale huguenote», deren Epizentren Genf und Paris waren, besass eine weltweite Ausstrahlung. Der Handel mit den beiden Indien war der lukrativste und derjenige, der die grössten Kapitalsummen mobilisierte. Es erstaunt daher wenig, im Handel mit den Antillen tätige schweizerische Kaufleute zu finden, welche mehrheitlich Plantagen besassen und bewirtschafteten. Einige dieser Handelshäuser beteiligten sich auch am Sklavenhandel. Die helvetischen Händler waren auch im Handel mit Indien und China gut vertreten. So besassen sie Kapitalanteile in den verschiedenen Kompagnien, englischen, dänischen oder holländischen, welche diese Gebiete kontrollierten. In Frankreich waren es die Pariser und Genfer Geschäftskreise, welche nach der Aufhebung des Privilegs der *Compagnie des Indes* (1791) die Finanzspiele kontrollieren, in denen Interessen der Banken, des Baumwollhandels und des Luxushandels ineinandergreifen.

Zu Ende des 18. Jahrhunderts war es jedoch vorbei mit dem «Goldenen Zeitalter». Die Genfer Financiers wurden in den ersten Revolutionsjahren in das französische Finanzdebakel mit hineingezogen.

1820–1914: HANDELSEXPANSION UND ENTSTEHUNG DES SCHWEIZERISCHEN FINANZPLATZES

Die napoleonische Ära und die Ausbreitung der industriellen Revolution auf dem Kontinent bedeuteten einen ersten Bruch. Sie sollten das Erscheinungsbild der schweizerischen Expansion verändern. Deren Merkmal, die Verbindung Bank–Handel löste sich allmählich auf.

Nach dem Wiener Kongress gingen die meisten europäischen Staaten zu einer protektionistischen Politik über, um sich gegen ausländische – vor allem gegen die britische – Konkurrenz zu schützen. Die grossen Märkte der Alten Welt schlossen sich einer nach dem andern für schweizerische Produkte. Gezwungenermassen richteten die schweizerischen Händler ihren Blick auf aussereuropäische Länder. Mit Erfolg: Um 1845 gingen zwischen 40 und 50 Prozent der schweizerischen Exporte nach Nord- und Südamerika. Der asiatische Markt, der Mittlere Osten inbegriffen, nahm 15–20 Prozent ab. In dieser Hinsicht scheint es, dass die Intensität der Beziehungen zwischen der Schweiz und den beiden Amerika grösstenteils eine Folge der atlantischen Migration war.

In der Folge nahm der Anteil aussereuropäischer Länder unter den Exportabnehmern ab, ohne dass man weiss, ob diese Entwicklung tatsächlich mit vermehrten Exporten innerhalb Europas einherging, oder ob sie nicht vielmehr den Effekt des wachsenden ausländischen Zwischenhandels verbarg. Betont werden muss, dass diese weite Öffnung gegen aussereuropäische Märkte in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts einherging mit entscheidenden Phasen des wirtschaftlichen Aufschwungs im eigenen Land: Die Schweiz ist vielleicht das einzige Land der «entwickelten Welt», welche seine industrielle Revolution erfolgreich verwirklicht hat, indem es sich auf ferne Absatzmärkte stützte.

Eine weitere Konsequenz, die sich aus dem Überseehandel ergab, war eine «Demokratisierung des Fernhandels».[5] Die Entstehung kleiner und mittlerer Unternehmungen im internationalen Handel veränderte die Form der schweizerischen Expansion. Auf den im direkten Verkauf engagierten Fabrikanten-Reisenden folgten im 19. Jahrhundert Kommissionshändler, welche als Mittelsmänner zwischen schweizerischen Industriellen und der Kundschaft in Übersee fungierten.

Zur selben Zeit erlebte das Bankensystem in der Schweiz bedeutende Veränderungen. Zu Beginn des 19. Jahrhunderts entstanden unter der Regie einer liberalen, paternalistischen Elite die Sparkassen. Nach der Entstehung des schweizerischen Bundesstaates und parallel zum Eisenbahnbau stiegen die Kreditinstitute vom Typ der modernen Bodenkreditbank auf.[6] Doch die schweizerischen Kapitalien flossen während dieser sich bis gegen 1870 hinziehenden Periode

höchstens vorübergehend nach Übersee (Claude Lützelschwab analysiert in seinem Beitrag eines dieser seltenen Beispiele).
Im letzten Viertel des 19. Jahrhunderts erschienen in der Schweiz neue, auf Unternehmensfinanzierung spezialisierte Gesellschaften. Diese Finanzgesellschaften, oft von grossen schweizerischen und ausländischen Banken gegründet, sollten eine nicht unwesentliche Rolle in den imperialistischen Auseinandersetzungen spielen, welche Europa bis zum Ersten Weltkrieg zerrissen. Im Rahmen dieser Gesellschaften blieben die schweizerischen Kapitalien jedoch an ausländische Interessen gebunden oder diesen gar unterstellt. Nur in Ausnahmefällen dienten sie den Interessen der schweizerischen Exportindustrie. Bestens bekannt ist etwa das Beispiel der schweizerischen Unternehmen, welche sich um 1900 am Ausbau der städtischen Infrastruktur (Strassenbahn, Elektrizität) Südamerikas beteiligen. Solche Unternehmen wurden durch Schweizer Banken finanziert und vor allem durch die Maschinenindustrie unterstützt. Dennoch, der Begriff Imperialismus scheint auf die schweizerische Übersee-Expansion des 19. Jahrhunderts nicht anwendbar.
Die Begriffe, welche Historikerinnen und Historiker kreiert haben (sekundärer Imperialismus, heimliche Herrschaft, versteckter Kolonialismus, gedämpfter Kolonialismus) drücken eher den wirtschaftlichen Vormarsch der Schweiz in Übersee aus. Wir sind versucht, hier Behrendt recht zu geben, der als erster Autor Anfang der 30er Jahre die Frage nach einem schweizerischen Imperialismus gestellt hat.[7] Ihm zufolge fällt die Schweiz – trotz ihres hohen Industrialisierungsniveaus und ihres raschen wirtschaftlichen Wachstums – bis zu Beginn des 20. Jahrhunderts auf durch einen schwachen Staatsapparat und eine fehlende Aussenpolitik. Daraus resultiert ein Unvermögen, sich jene Druckmittel zu verschaffen, mittels derer die sozioökonomischen Strukturen überseeischer Gebiete hätten beeinflusst werden können. Ausserdem sei es den Schweizern gelungen, ebenfalls nach Behrendt, in die imperialistischen Fussstapfen der anderen zu treten. Anders gesagt, sich im Schatten der Grossmächte einen Platz unter der Tropensonne zu verschaffen. Man müsste also eher von wirtschaftlichem Opportunismus oder von wenig profiliertem ökonomischem Expansionismus sprechen als von Imperialismus.

NACH 1914: DIE ENTSTEHUNG EINES SCHWEIZERISCHEN IMPERIALISMUS

Der Erste Weltkrieg markiert in dieser Hinsicht eine sehr wichtige Etappe. Einerseits befreite sich der schweizerische Finanzplatz von der Bevormundung durch das französische Finanzgeschäft. Andererseits erlaubte es das Scheitern

der Mittelmächte den schweizerischen Financiers in gewissen Bereichen von Deutschland unabhängig zu werden: das war der Fall im Versicherungswesen, wo die Schweizer den inländischen Markt eroberten und in den ihrer deutschen Nachbarn eindrangen. Desgleichen wechselten einige Finanzgesellschaften, die bis anhin unter der Kontrolle von Deutschen standen, in schweizerische Hände. Die Schweiz gelangte in den Status eines internationalen Finanzplatzes.

Diese Entwicklung sollte ihre Rückwirkungen auf die Beziehungen der Schweiz zu aussereuropäischen Ländern haben. Nun spielten die finanziellen Interessen eine wichtige Rolle in der Definition der Politik gegenüber der Dritten Welt. Weiter zeichnete sich in mehreren Exportindustrien, vermittelt durch das Bindeglied der Finanzgesellschaften, eine engere Zusammenarbeit zwischen Banken und schweizerischen Industrieunternehmen ab. Diese Strategie erlaubte es beispielsweise der elektromechanischen Industrie, bereits eroberte Nischen – insbesondere in Lateinamerika – zu konsolidieren. Diese Allianz begründete jedoch keinen monolithischen Block. Interessendifferenzen zwischen Banken und Industrie tauchten gelegentlich im Rahmen der Beziehung zwischen der Schweiz und aussereuropäischen Staaten auf. Diese Widersprüche dürfen aber nicht über die Existenz eines starken Finanzkapitals – oder zumindest «eines erhöhten Grades an Übereinstimmung zwischen den Interessen von Banken und Industrie»[8] – hinwegtäuschen. Dessen Expansionspolitik mündete mit Beginn des Ersten Weltkrieg in einen eigentlichen schweizerischen Imperialismus.

Aus einem Land kommend, das von seiner Grösse her ein politischer Zwerg auf dem internationalen Parkett ist, suchten die schweizerischen Geschäftskreise die Zusammenarbeit mit den Grossmächten, indem sie den Internationalismus des Kapitals priesen. Im Lateinamerika der Zwischenkriegszeit vermochten die Investoren aus der Schweiz die Probleme, welche aus der chaotischen Konjunktur der 20er und 30er Jahre entstanden, nicht allein zu lösen. Was die helvetischen Financiers vor allem beschäftigte, war die Frage der Gewinnrückführung, welche von jenen lateinamerikanischen Staaten blockiert wurde, die dem Freihandel den Rücken gekehrt hatten. In Argentinien (Vertrag von 1934) und in Chile (Vertrag von 1948) beispielsweise erreichten sie die Wahrung ihrer Interessen nur, indem sie sich vor Ort mit britischen und amerikanischen Gläubigern, jeweils unterstützt von ihren mächtigen Staaten, verbanden.

Nach dem Zweiten Weltkrieg scheint die wirtschaftliche Expansion der Schweiz in Übersee andere Formen angenommen zu haben. In einer ersten Phase wurden die Handelsbeziehungen wieder aufgenommen. In dieser Beziehung stellten die Märkte der Dritten Welt für die Schweiz eine wichtige Absatzmöglichkeit dar. Seit den 50er Jahren überflügelte das schweizerische Exportvolumen pro Einwohner in die Dritte Welt dasjenige aller industrialisierten Länder, – selbst der ehemaligen Kolonialmächte.

In einer zweiten Phase exportierte die Schweiz auch Kapital in die Dritte Welt. Schweizerische Unternehmen waren seit der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts dazu übergegangen, zahlreiche Direktinvestitionen im Ausland (die dominante Form ihres Kapitalexports) zu tätigen; sie bevorzugten jedoch entwikkelte Länder. Jedenfalls macht es den Anschein, dass die schweizerischen Multis erst in den 50er und 60er Jahren begannen, Produktionseinheiten in Ländern der Dritten Welt aufzubauen. Die grossen Firmen nahmen damit eine Bewegung auf, die in der Zwischenkriegszeit in Brasilien und Mexiko begonnen hatte. Sie wurde zuerst im Lebensmittelsektor angewendet – um dem wachsenden Protektionismus zu begegnen – und dann in den 40er und 50er Jahren auch in der chemischen und pharmazeutischen Industrie.
Gleichzeitig veränderte sich die Natur und der Typ der Emigration aus der Schweiz. Die Plazierung von Kapitalien ging in der Tat oft einher mit dem Export von Menschen. So wanderten im 18. Jahrhundert Schweizer Kaufleute in europäische und nichteuropäische Hafenstädte aus. Im Jahrhundert darauf tauchte ein neues Migrationsphänomen auf: die Massenemigration – grösstenteils ländliche Bevölkerung – die aus der Armut und den wirtschaftlichen Veränderungen der Schweiz im 19. Jahrhundert resultierte. Es wurden schweizerische Kolonien gegründet wie etwa Nova Friburgo in Brasilien. Die 1890er Jahre läuteten das Ende der Massenemigration ein, die bisher positive Migrationsbilanz kehrte sich fortan in ihr Gegenteil. Seit diesem Zeitpunkt, verstärkt dann nach dem Zweiten Weltkrieg, erschien ein neuer Typus des Emigranten, der Ingenieur oder Manager, der mit dem Handelsmann und Vertreter des vergangenen Jahrhunderts nichts mehr zu tun hatte (vgl. die Beiträge von Stefan Karlen und Hans Werner Tobler sowie von Nadia Lamamra). Ab den 1950er Jahren tauchte dann – im Rahmen der Entstehung dessen, woraus die schweizerische Entwicklungszusammenarbeit hervorgehen sollte – der in Drittweltländer entsandte Experte in Sachen technischer und ökonomischer Unterstützung auf.

NEUTRALITÄTSPOLITIK UND HUMANITÄRE DIPLOMATIE

In diesem Zusammenhang scheint es angebracht, die allmähliche Interessenkonvergenz von Ökonomie und humanitärem Engagement zu betonen, die sich insbesondere nach dem Zweiten Weltkrieg zeigte. Bevor wir uns im folgenden an den Versuch wagen, den schweizerischen Imperialismus mit anderen Fallbeispielen zu vergleichen, wollen wir noch einen kurzen Blick auf die Überschneidungen werfen, die sich einstellten zwischen Wirtschaftsverlauf und den Wegen, welche die humanitäre Diplomatie der Eidgenossenschaft einschlug.

Dies ist ein Forschungsthema, das leider von Historikern bislang sehr vernachlässigt worden ist.

Unter den Verbindungen zwischen ökonomischer und humanitärer Dimension muss an erster Stelle die Missionstätigkeit – und ihre Anstrengungen, Nichtchristen zu Christentum und Humanismus zu bekehren – genannt werden. Auch die Schweiz partizipierte an diesem Eindringen, das Andrew Porter als «imperial mission» bezeichnet.[9] Hinter einem gewissen Konkurrenzgeist zwischen Protestanten und Katholiken ging es für die Missionsgesellschaften hier durchaus darum, sich Handelsvorteile und Zugang zum Geschäft von Handel und Banken zu verschaffen. Dabei entstand aber die paradoxe Situation, dass die Missionsgesellschaften gelegentlich weniger als Vehikel eines schweizerischen Imperialismus funktionierten, sondern als Instrument der jeweiligen Kolonialmacht im Rahmen von deren Politik der «Pazifierung oder Erziehung» (vgl. dazu den Beitrag von Paul Jenkins über die Tätigkeit der Basler Mission in Indien sowie den Beitrag von Michela Trisconi zur katholischen «Missionspolitik»).

Auch die Gründer des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz (IKRK) zeichneten sich aus durch die Tendenz, Philanthropie und Kolonialismus in Einklang bringen zu wollen (vgl. den Beitrag von Albert Wirz). Für eine Untersuchung der Beziehungen zwischen humanitären Aktivitäten, Neutralitätspolitik und wirtschaftlichen Interessen der Schweiz ist das Rote Kreuz zweifellos ein privilegiertes Forschungsfeld. In der Tat fanden Gründung und Weiterentwicklung des IKRK in engem und permanentem Kontakt mit der Eidgenossenschaft statt. Seit 1864 organisierte die Schweiz – als Wahrerin der Genfer Konvention und ihrer Zusatzprotokolle – die Konferenzen zur Ausarbeitung der internationalen Menschenrechte, so dass die Neutralität des IKRK zunehmend mit jener der Eidgenossenschaft verwechselt wurde.

Wenn diese Nähe auch beiden Seiten von Nutzen war, scheint doch in erster Linie die Schweiz profitiert zu haben. Für sie fielen aus den humanitären Bestrebungen immaterielle Zinsen ab: moralisches Prestige und internationale Reputation. Man kann sich jetzt natürlich fragen, in welchem Mass dieses «symbolische Kapital» – um den Ausdruck von Albert Wirz aufzunehmen – der Schweiz neue Märkte in überseeischen Ländern eröffnet hat und ihr so dazu diente, ihr ökonomisches Kapital fruchtbar zu machen.[10] Die Unterstützung des IKRK beschränkte sich jedoch nicht auf die symbolische Dimension. Ohne die Kader zu zählen, welche durch diese Institution ausgebildet wurden und welche sich später wiederfinden in Wirtschaftskreisen oder in der Administration des Bundes, fällt das Auftragsvolumen des Roten Kreuzes von rund 280 Millionen Franken ins Gewicht. Und nicht zuletzt: Was ist aus der Präsenz von IKRK-Mitgliedern im Verwaltungsrat grosser schweizerischer Unternehmen zu schliessen?[11]

Über der gegenseitigen Abhängigkeit von humanitärem und wirtschaftlichem Bereich dürfen jedoch die Interessenkonflikte, die sich aus den beiden Aktivitätspolen ergeben, nicht aus dem Blick geraten. Solche Differenzen ergeben sich gelegentlich im Rahmen der Entwicklungshilfe des Bundes. Tatsächlich konvergieren die Ziele der heutigen *Direktion für Entwicklung und Zusammenarbeit* (DEZA) nicht immer mit privaten Wirtschaftsinteressen; in solchen Fällen tendiert der Bundesrat häufig dazu, zugunsten letzterer zu entscheiden (vgl. das Interview mit Jean-François Giovannini).
Die Schweiz scheint also hinsichtlich ihrer Beziehungen zu aussereuropäischen Ländern über nicht zu unterschätzende «Trümpfe» zu verfügen: den relativen Reichtum, das Prestige der Neutralität – deren veränderliche Gestalt tut keinen Abbruch – und das Image der Humanität. Der Versuch, das Problem des schweizerischen Imperialismus in seiner Mehrdeutigkeit aufzuzeigen, darf sicher als wichtigstes Ziel des vorliegenden thematischen Schwerpunktes bezeichnet werden.

TYPOLOGISCHE SKIZZE UND VERSUCH EINES VERGLEICHS

Mit welchen Herrschaftsformen (formellen und/oder informellen) kann der schweizerischen Imperialismus verglichen werden? Sicherlich nicht mit dem «Imperialismus der Armen» Portugals, Italiens oder des zaristischen Russland, allesamt Länder, deren wirtschaftliche Entwicklung nicht das Niveau hatte, um in ihren Kolonien oder Einflussgebieten eine reale Herrschaft auszuüben. Ebenso nicht mit dem französischen Imperialismus, der auf einem Kolonialreich basierte, das bereits vor 1914 zum bevorzugten Ort der Financiers aus dem Mutterland wurde, – allerdings dank Zollschutz in «geschlossenem Zirkel».
Der schweizerische Imperialismus gleicht eher dem «fortgeschritteneren» Imperialismus Grossbritanniens oder der Vereinigten Staaten, welche beide dieselben Herrschaftstechniken verwenden. Die erste dieser Techniken besteht im Gebrauch der Waffe des «relativen Reichtums»: Mit Unterstützung des Staates profitieren die Privatunternehmen von ihrem technologischen und organisatorischen Vorsprung, um die Reichtümer überseeischer Regionen auszubeuten. Falls nötig bilden sie Monopole oder Kartelle, um einen Internationalismus des Kapitals auszubilden. Die zweite Herrschaftstechnik beruht auf der Macht des Finanzmarktes. Dies ist ein entscheidendes Merkmal des angelsächsischen und des schweizerischen Imperialismus. Man muss auch darauf hinweisen, dass Grossbritannien, die USA und die Schweiz aufgrund ihres Industrialisierungsgrades und ihres Pro-Kopf-Einkommens zu den «hochkapitalistischen» Nationen gehören. Die drei Länder haben noch eine weitere gemeinsame Eigen-

schaft: das Festhalten am *fair trade* und am Prinzip der «offenen Tür» im Namen des Wirtschaftsliberalismus, sei es auf nahen oder fernen Märkten.
Der Vergleich mit dem deutschen Imperialismus ist heikler. Einerseits fand sich hier wohl jene typische Allianz von Finanzkapital und deutschen Industriellen, mit Hilfe derer Absatzmärkte in Lateinamerika, Asien und Afrika eröffnet und Druck auf die lokalen Machthaber ausgeübt wurde, um ihnen die Befehlsgewalt zu entreissen. Andererseits unterschied sich der nationalistische Charakter des deutschen Kolonialismus – gedacht zur Überwindung politischer und gesellschaftlicher Krisen im Innern – vom Fall der Schweiz.
Wagen wir eine letzte Parallele: Mit Belgien, einem Land, das von seiner Grösse her wie die Schweiz zur Gruppe der kleinen europäischen Länder gezählt werden kann, deren industrieller Aufschwung früh einsetzte, deren Wirtschaft sich weitgehend auf ausländische Märkte orientierte und deren Lebensstandard vergleichsweise hoch war. Der belgische koloniale Imperialismus im Kongo setzte auf ein Spiel, dessen Regeln der Schweiz bekannt waren. Seit dem ausgehenden 19. Jahrhundert und vor allem seit den 1920er Jahren wurde die Ausbeutung von Ressourcen im Kongo, insbesondere der Minen, durch grosse Finanz- und Industriekonsortien sichergestellt, welche von Brüssel unterstützt wurden. Es ist dieser wohlbekannte Kontext, in dem sich die Schweiz nach dem Zweiten Weltkrieg als unverzichtbare finanzielle Partnerin Belgiens sowie seiner Kolonie etablierte. Den schweizerischen Bankkreisen gelang es auf diesem Weg, sich im Herzen des belgischen Kolonialsystems festzusetzen.[12] Dieses letzte Beispiel ist unseres Erachtens Ausdruck eines schweizerischen Imperialismus auf dem Weg zur Reife.

Thomas David und Bouda Etemad
(Übersetzung: Beatrice Schumacher)

Anmerkungen

1 Vgl. Thomas David, Bouta Etemad, «L'expansion économique de la Suisse en outre-mer (XIXe–XX siècles): un état de la question», *Revue Suisse d'Histoire* 46 (1996), 226–231.
2 Die Versuche schweizerischer Kaufleute und Bankiers zur wirtschaftlichen und politischen Machtausübung in Europa berücksichtigen wir in unserer Untersuchung bewusst nicht. Zu einem solchen Versuch vgl. Lorenzo Zichichi, *Il colonialisme felpato. Gli svizzeri alla conquista del Regno delle due Sicilie (1800–1848),* Palermo 1988.
3 René Girault, «Les impérialismes de la première moitié du XXe siècle», *Relations internationales* 7 (1976), 196. Das Zitat wird hier in deutscher Übersetzung wiedergegeben.
4 Herbert Lüthy, *La Banque Protestante en France de la Révocation de l'Edit de Nantes à la Révolution,* 2 Bde., Paris 1959–1961.
5 Béatrice Veyrassat, *Réseaux d'affaires internationaux, émigrations et exportations en Amérique latine au XIXe siècle: le commerce suisse aux Amériques,* Genf 1993.

6 Hans Ulrich Jost, «Banques et culture politique. Histoire d'une inféodation», *Page 2* 11 (1997), 24.
7 Richard Behrendt, *Die Schweiz und der Imperialismus. Die Volkswirtschaft des hochkapitalistischen Kleinstaates im Zeitalter des politischen und ökonomischen Nationalismus,* Leipzig 1932.
8 Sébastien Guex, *La politique monétaires et financière de la Confédération suisse,* 1900–1920, Lausanne 1993, 428.
9 Andrew Porter, *European Imperialism, 1860–1914,* London 1994.
10 Zu den Transformationen von symbolischem und ökonomischem Kapital siehe Pierre Bourdieu, *Le sens pratique,* Paris 1980, 191–231.
11 So war Max Huber Mitglied des IKRK seit 1932 und während des Zweiten Weltkriegs sogar dessen Präsident und sass ausserdem von 1919 bis 1939 im Verwaltungsrat der Aluminium Industrie AG in Neuhausen.
12 Lyonel Kaufmann, «Guillaume Tell au Congo. L'expansion suisse au Congo belge, 1930–1960», in Bouda Etemad, Thomas David (Hg.), La Suisse sur la ligne bleue de l'Outremer), *Les Annuelles* 5 (1994), 43–94.